



Statut de Jérusalem : la Turquie menace de couper tous ses liens avec l'État sioniste

Al-Jazeera - Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a menacé de couper les relations diplomatiques avec Israël si les États-Unis mettent leur projet à exécution de déclarer Jérusalem comme capitale israélienne.

Une telle mesure serait une « ligne rouge » pour les musulmans, a déclaré Erdogan mardi.

Des rapports ont révélé vendredi que le président américain Donald Trump envisageait de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, une décision que symboliserait le transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem, bouleversant des décennies de politique américaine.

Le plan a suscité des critiques de la part d'un certain nombre de dirigeants au niveau international, qui craignent que cela n'entraîne une escalade des tensions régionales.

La Ligue arabe tenait une réunion d'urgence ce mardi pour discuter des développements sur le statut de Jérusalem, à la demande des responsables palestiniens.

Le conseiller diplomatique du président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré que les dirigeants palestiniens couperaient tout contact avec les États-Unis si ceux-ci reconnaissaient Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le statut de Jérusalem est un aspect extrêmement sensible du conflit israélo-palestinien. Israël revendique la ville comme sa capitale, suite à l'occupation de Jérusalem-Est lors de la guerre de 1967 contre la Syrie, l'Égypte et la Jordanie, et considère Jérusalem comme une ville « unifiée ».

Les Palestiniens depuis longtemps considèrent Jérusalem-Est comme la capitale de leur futur État.

Aucun pays n'a actuellement son ambassade à Jérusalem et la communauté internationale, dont les États-Unis, ne reconnaît pas la juridiction d'Israël et sa volonté de s'approprier la ville.

Le président Donald Trump envisage également de transférer l'ambassade américaine en Israël à Jérusalem.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Hogan Gidley, a déclaré qu'une annonce serait faite « dans les prochains jours » mais que le président restait attaché à cette initiative : « Ce n'est pas une question de si, c'est une question de moment ».

Cependant, Trump devait continuer à retarder le transfert de l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, malgré sa promesse de campagne pour le faire.

Le Congrès américain a adopté une loi en 1995 pour déplacer l'ambassade en 1999, mais une disposition de la loi permettait au président de signer une dérogation tous les six mois dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Tous les présidents depuis 1998 l'ont fait, y compris Trump en juin. La date limite pour la renonciation actuelle expirera le lundi qui vient.

5 décembre 2017 - *Al-Jazeera* - Traduction : *Chronique de Palestine*